

Muni fait et délibéré, les jours mois et an sus dits

M. F. Cassinoy

F. Lavigne

Jocymon

A. Lantier

P. Bidati

M. P. ...

J. ...

J. ...

E. ...

M. ...

J. ...

40 12

services  
maritimes  
postaux

Monsieur le Maire rappelle au Conseil qu'à diverses reprises notamment par délibérations n° 519 du 21 juillet 1904, n° 12 du 19 février 1909, l'assemblée communale a émis divers vœux en vue d'obtenir une meilleure organisation des services maritimes-postaux, que personnellement en sa qualité de membre de <sup>la chambre de</sup> Commerce d'Ajaccio, celle-ci a dans sa séance du 29 mars 1909 et sur sa demande, appelé l'attention de l'autorité supérieure sur la situation qui était faite à Bonifacio dans l'application du nouvel itinéraire, que malgré toutes ces démarches et compris celle qu'il a faite auprès de Monsieur Treissinck directeur de la compagnie de navigation le 21 janvier 1906, il n'a été donné aucune satisfaction

Le Conseil, considérant:

qu'il convient de les renouveler respectueusement mais avec instance demande.

1° - que l'itinéraire comporte que le courrier direct de Marseille qui arrive à Ajaccio le samedi matin correspond avec celui qui fait la ligne de prolongement et qui n'arrive dans le port que le lundi, obligeant ainsi les voyageurs à attendre 3 jours à Ajaccio le courrier de Bonifacio, ce qui on doit le reconnaître un très long et très coûteux

2° - qu'au retour, le courrier qui part de Bonifacio trouve à Ajaccio celui de Marseille sans forcer les passagers à faire toutes les escales, comme de vrais touristes, avant d'atteindre Marseille On leur coûte, comme à l'aller une partie de temps et d'argent

3° - que les côtes ne passent plus le nuit à Propriano et à Porto-Vecchio. Le dernier port sentant qui n'en pas été exposé les bateaux et les marchandises à de fréquentes avaries et l'étié passagers et équipages seraient inévitablement atteints par la malaria qui on le sait sévit avec intensité à cette époque de l'année

En somme et d'une façon générale, le Conseil organise des vœux de la population et de toutes de la garnison demande, à toutes les occasions de temps possible pour aller ou venir de Marseille,

Décide que copie de la présente délibération sera adressée

à la chambre de commerce d'ajaccio, à monsieur le préfet de la Corse, avec prière de vouloir bien prêter leur gracieux concours dans la régularisation des modifications proposées

ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

M. A. Cassistrup  
F. Lavigne  
F. Scaglia  
M. Mirighelli  
G. Font  
J. Santucci  
P. Bidali  
J. Jacquemart  
F. Paganu  
E. Serra

4° 13  
Budget primitif  
1904

L'an mil neuf cent six le vingt sept du mois de mai le conseil municipal s'étant réuni sous la présidence de Monsieur Carrega Erasme Maire, dans la salle habituelle de ses séances ou étaient présents:

M. M. Carrega Erasme Maire, Santucci St. Lantieri St. Font G. - Serra Ed. - Jacquemart St. - Paganu fr. - Lavigne Fr. Mirighelli fr. - Scaglia G. - Picaldi Honoré G. Cassistrup M. A. Bidali Pierre

à ~~par 14 voix contre 1~~ ~~470 f. 85~~ des voix voté le budget primitif pour l'exercice mil neuf cent six, donnant un excédent de recettes de: 470, 85

Delibéré à Ajaccio les jour, mois et an que dessus

M. A. Cassistrup  
F. Lavigne  
P. Bidali  
J. Santucci  
St. Lantieri  
F. Scaglia  
J. Jacquemart

4° 14  
Budget supplémentaire  
1906  
approuvé le  
27 Xbre 1906

L'an mil neuf cent six, le vingt sept du mois de mai, le conseil municipal s'étant réuni sous la présidence de Monsieur Carrega Erasme Maire, dans la salle habituelle de ses séances ou étaient présents:

M. M. Carrega Erasme, Maire - Santucci St. Lantieri St. Font Gaston - Serra Ed. - Jacquemart St. - Paganu fr. - Lavigne fr. - Mirighelli fr. - Scaglia G. - Picaldi G. - Cassistrup M. A. - Bidali Pierre, Santucci Victor -

à ~~par 14 voix contre 1~~ ~~344, 36~~ des voix voté le budget supplémentaire de 1906, donnant un excédent de recettes de: 344, 36

M. A. Cassistrup  
F. Lavigne  
P. Bidali  
J. Santucci  
St. Lantieri  
F. Scaglia  
J. Jacquemart

Prestations  
pour 1907

L'an mil neuf cent six et le vingt sept du mois de mai.  
Le conseil municipal de la Commune de Borriacis, sous la  
Présidence de Monsieur Carrega Erasme Maire

Étaient présents: M. M. Carrega maire - Santucci Ph. - Santucci Ant-  
Pont g - Alessandri Jean - Serra Ed. - Jacquemart X. Pagano fr. - Sanigno fr.  
Minghelti fr. - Scaglia J. - Peraldi Jacques - Cassista Mare Antoine  
Bidali Pierre - Santucci Victor

Formant la majorité des membres en exercice.

Monsieur Santucci Victor a été élu secrétaire

Le Conseil:

Vu la loi du 21 mai 1836, l'instruction ministérielle du  
24 juin suivant et le règlement général sur les chemins vicinaux.

Vu le rapport des agents voyers sur la situation des  
chemins vicinaux ordinaires, sur les dépenses à y effectuer en 1907  
et sur l'emploi à donner au reliquat de 1907

Vu l'arrêté de mise en demeure de Monsieur le Préfet du  
département en date du 30 avril 1906

Vu <sup>le budget</sup> approuvé pour l'année courante et les comptes rendus,  
tant par le Maire que par le receveur municipal, des recettes et des  
dépenses de l'exercice expiré, compte dont il résulte que le reliquat  
des ressources des chemins vicinaux de cet exercice est de 294.48

Considérant

Délibère

La Commune sera imposée pour l'année 1907 de: 1191, "  
1° Bois fourrés de prestation dont le prix est évalué à 425, 50  
2° Cinq centimes spéciaux ordinaires évalués à

Il sera inscrit au budget de 1907 pour le service  
des chemins vicinaux en plus des ressources ci-dessus citées:

1° Sur les revenus ordinaires de la Commune une somme 112. 00  
2° Le produit de l'imposition extraordinaire de 1.39<sup>e</sup>.

autorisés

104, 54

Sur cette somme seront prélevés:

1° Pour remboursement d'emprunt et intérêts 104. 54  
2° Pour frais généraux, personnel, renises aux comptables 320, .  
3° Les contingents des chemins de grande communication  
et d'intérêt commun jusqu'à concurrence de 192, .

Pour les chemins de grande communication

Pour ce qui est de l'emploi à donner au reliquat  
de 1907, le Conseil décide la répartition suivante:

Nombres et désignations des chemins	Objet de la dépense	montants	
		délégation du conseil municipal	délégation du préfet
chemin ord <sup>n</sup> 4° 5	Travaux d'empierrement, (travaux neufs) en Cariso	100, .	
	Dépenses diverses (en Cariso.)	10, 12	
	à réserver pour dégradations et non volume (à réserver).	134, 06	
		244, 18	

Le conseil décide enfin que les prestations de l'année 1906 seront converties en ~~travaux~~ fournies

ont signé les membres présents;

à Bonifacio les four mois et au que dessus.

*Camp*  
*de Alessandri*  
*de Santucci*  
*F. Liguine*     *P. Bidalin*  
*de Minichello*     *M. S. Cassin*

28 juin 1906.

Convocation du conseil municipal adressée individuellement à chaque conseiller pour une convocation extraordinaire du 1<sup>er</sup> juillet courant à 3 heures de l'après midi

Le Maire  
*Camp*

L'an mil neuf cent six le Premier juillet les membres du conseil municipal de la commune de Bonifacio réunis en séance extraordinaire sous la présidence de Monsieur Carrega Erasme Maire

Présents.

- Carrega Erasme Maire - Santini Philippe 1<sup>er</sup> adjoint
- Lantieri Antonio, 2<sup>e</sup> adjoint - Lavigne François
- Cassinero Marco Antonio - Peraldi Jacques - (Nérotine)
- Santucci Victor - Jacquemart Vincent - Torre Edouard
- Scaglia Jérôme - Alessandri Jean - Marchoni B<sup>te</sup>
- Sont Gaston

N° 16

Absents:

- Bidali Pierre - Gaganos Jean - Mirighetti François
- Scamaroni Simon - Varsi Simon - Paganos François
- Scamaroni Quilicus - Simonni Antonio - Casabianca Fr.
- Scamaroni Gh. Antoine.

Biens communaux  
 Autorisation de  
 mettre en vente  
 approuvée, le  
 20 juillet 1906

Le Maire fait connaître aux membres du conseil que malgré plusieurs avertissements, beaucoup de possesseurs de biens communaux mettent de la mauvaise volonté à acquitter leurs redevances, il n'y a pas eu ceux qui doivent jusqu'à quatre annuités

Le conseil

Considérant que cet état de choses est très préjudiciable aux intérêts de la commune, qu'il convient d'y mettre un terme sollicite de l'autorité supérieure ~~la mise~~ l'autorisation de mettre ces lots en vente dans un délai de 30 jours après l'approbation de la présente délibération par Monsieur le Préfet et l'avis donné au public par la voie des journaux, affiches et à son de trompe.

ainsi fait et délibéré à l'unanimité des voix des membres présents, le premier mois et au que dessus.

*J. Leger*  
*J. Leger*

*J. Leger*

*J. Leger*

M. A. Cassin  
 Maire

*J. Leger*

N° 17

Câble de halage

Monsieur le Président dépose sur le bureau une lettre de Monsieur le Sous-Préfet de Sartène en date du 13 juin dernier faisant connaître que la délibération prise par l'assemblée communale le 12 novembre 1905 demandant la création d'un câble de halage, ne pouvait être utilement examinée sans tout autant que le conseil municipal avait offert de participer à la construction dont il s'agit, pour la moitié au moins de la dépense.

Le conseil

Considérant que la situation financière de la commune ne lui permet pas de supporter une part si forte dans la dépense qu'occasionnerait la création d'un câble de halage

Considérant que les marins ne peuvent plus tirer leur barques à terre à cause des travaux d'aménagement du port exécutés actuellement par l'administration des forêts et chasses

Considérant que des murmures et des plaintes se font entendre presque journellement au sujet de manifestations sont à craindre à ce sujet, supplie Monsieur le Préfet de le Conseil et Monsieur

N° d'ordre.

L'Ingénieur en chef du département de vouloir bien prendre en sérieuse considération les desiderata de l'assemblée communale et faisant construire le canal de tirage dont il est question aux frais de l'administration des Ports et Chaussées

ainsi fait et délibéré les jours visés et au que dessus.

*[Handwritten signatures and names: M. A. Cassin, M. A. Cassin, M. A. Cassin, M. A. Cassin, M. A. Cassin]*

Octroi  
n° 18

Approuvé, le  
13 septembre 1906

Monsieur le Président dépose sur le bureau une opposition de Monsieur Lanzani, ex-propriétaire de l'octroi, contre deux saisies mobilières pratiquées par M<sup>rs</sup> Guilhem, huissier, à l'encontre et à celle de M<sup>rs</sup> Castelli-Louis, cautions, pour le paiement de la somme de 1700 francs, qui ils doivent à la Commune sur celle de 18000 représentant le montant de l'impôt perçu de l'année 1905.

Le Conseil,

Considérant que les réquisitions dont se plaint M<sup>rs</sup> Lanzani ne sont nullement fondées, attendu que lui, qui s'étant mis très souvent dans le cas d'être poursuivi pour non-paiement des mensualités, cette mesure de rigueur, mais cependant légale ne lui a jamais été appliquée.

Considérant qu'il n'a jamais tenu non seulement l'engagement pris par lui conformément à l'article 23 du procès-verbal d'adjudication, de verser d'avance mais qu'il est arrivé jusqu'au point de devoir 4000<sup>fr</sup> à la Commune.

Considérant qu'il lui a été accordé toutes les facilités de paiement qu'il a demandées, entre autres, celle qu'il sollicitait par sa lettre du 13 septembre 1904, priant le Maire "d'intervenir humanement en sa faveur pour faire surseoir à toute poursuite et accepter la proposition qui consistait à effectuer un paiement mensuel de 1000<sup>fr</sup> au lieu de 1500<sup>fr</sup>, tout en prenant l'engagement formel d'avoir au 31<sup>er</sup> décembre désintéressé complètement la Commune," engagement qu'il a renouvelé verbalement devant le Conseil municipal.

Qu'en outre, le Maire a dû faire établir, par un employé de la mairie, les bordereaux des recettes et dépenses des mois de juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1904, qu'il refusait de fournir sans toutefois lui appliquer les dispositions de l'article 33 du procès-verbal d'adjudication où il est dit: qu'"en cas de négligence de l'adjudicataire de fournir les bordereaux, ils seront établis à ses frais par les soins de la municipalité".

Considérant, qu'il y a 10 jours environ, le Maire a offert à M<sup>rs</sup> Castelli, caution de M<sup>rs</sup> Lanzani, de verser immédiatement la somme de 1000<sup>fr</sup> et de faire pour le restant une demande en remise au Conseil.

Considérant surtout que le retard apporté dans le paiement de cette somme a été très préjudiciable à la bonne marche du service municipal, qui actuellement même, les employés municipaux n'ont pu toucher leurs traitements et que les indemnités de logement et de résidence n'ont pu être payées aux membres de l'enseignement, et cela, faute de fonds,

Considérant que les services municipaux se trouvent ainsi paralysés et qu'un des principaux devoirs de l'autorité municipale est celui d'assurer la rentrée des produits communaux,

Considérant enfin, qu'il a été offert au nom du conseil municipal à M<sup>r</sup> Lomari de se libérer de sa dette par le moyen de versements mensuels de 283,33 et qu'il n'a pas accepté ce dernier arrangement,

Par ces motifs,

### Le Conseil

à l'unanimité des voix, sauf celle de Monsieur Pont, vote la somme de deux cent cinquante francs, pour continuer devant les tribunaux compétents les poursuites aux fins de paiement,

*Scay* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire*  
A. Lantier M. A. Castillot M. A. Castillot  
M. A. Castillot

N° 19  
demande de dispense.

Le Conseil émet un avis favorable à une demande de dispense formulée par le sieur Callonica Joseph, matelot.

*Scay* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire*  
A. Lantier M. A. Castillot M. A. Castillot  
M. A. Castillot

N° 20  
demande de dispense.

Même avis pour une demande de même nature formulée par le sieur Maestroni Jean, soldat à la 3<sup>e</sup> section.

*Scay* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire*  
A. Lantier M. A. Castillot M. A. Castillot  
M. A. Castillot

N° 21  
demande de dispense.

même avis à une demande de même genre présentée par le sieur Verrinot Ange, matelot à bord du "Jéna" à Polago.

*Scay* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire* *forfaitaire*  
A. Lantier M. A. Castillot M. A. Castillot  
M. A. Castillot

Convocation du Conseil municipal, adressée individuellement à chaque Conseil pour tenue de la session ordinaire du mois d'août.

Bonifacio, le 14 août 1906



Le maire,  
Carré

19 Août 1906.

L'an mil neuf cent six, le Dix-neuf août à trois heures de l'après-midi, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Bonifacio réunis au lieu ordinaire de ses séances, en session légale du mois d'août, sur la convocation de M<sup>r</sup> le maire de la dite commune le 14 courant et sous la Présidence de M<sup>r</sup> Carréga Erasme Maire

Etaient présents:

M. M. Carréga Erasme Maire - Santini Philippe 1<sup>er</sup> adjoint - Lantieri Antoine 2<sup>e</sup> adjoint - Mirighelli François - Serra Edouard - Jacquemart Vincent - Pagano François - Maestroni Barthelmy - Varsi Simon - Scaglia Jérôme - Bassistro Marc Antoine - Santucci Victor - Lavigne François, lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Un scrutin ayant eu lieu, M<sup>r</sup> Santucci Victor a été élu Secrétaire

no. 22.

Vote de la somme de 50 fr. au profit de la Société de sauvetage.

approuvé, le 25 septembre 1906

Monsieur le Maire fait donner lecture d'une lettre de M<sup>r</sup> le Vice-amiral Duperré Président de la Société centrale de sauvetage des naufragés, sollicitant de la Commune une allocation pour l'aider dans les dépenses occasionnées par le fonctionnement de la Société

Considérant que le port de Bonifacio est doté d'un canal de sauvetage et d'un matériel dont l'entretien nécessite une dépense de 1500 environ à la Société

Considérant le but noble, humanitaire et désintéressé qui la fait agir et dont les résultats sont évidents

le Conseil à l'unanimité des voix vote la somme de Cinquante francs au profit de la Société centrale de sauvetage.

Signatures: Carré, Santini, Lantieri, Varsi, Scaglia, Bassistro, Santucci, Lavigne, Carréga.



N° d'ordre.

(25)  
Local affecté  
à l'école des  
garçons et au  
logement de  
l'instituteur au  
faubourg

Approuvé le  
13 septembre 1906

Monsieur le Président fait connaître à l'assemblée que par sa lettre  
n° 855, Monsieur le Sous-Prefet l'informe que Monsieur le Ministre de  
l'Instruction publique a approuvé la délibération du 24 janvier 1906  
par laquelle le Conseil départemental de l'enseignement primaire a  
décidé la transformation de l'école mixte de la Marine en une école  
de garçons et la création, dans la même section d'une école de filles.

Il propose au Conseil de passer un bail de trois, six, neuf  
années à partir du mois d'Octobre prochain, avec le propriétaire de  
l'immeuble, Madame Yvonne Bidali Barberine pour le prix annuel de  
360<sup>fr</sup>. par an. Considérant que le bâtiment de la sieur Bidali Barberine  
convient sous tous les rapports pour l'installation de la classe et le  
logement de l'instituteur.

que les conditions du bail sont avantageuses pour  
la Commune.

que le prix de location n'est pas exagéré; qu'il est  
en rapport avec la valeur de l'immeuble

que le logement dont il est question a été accepté <sup>en principe</sup>  
par M. le Vice-Recteur de la Corse qui s'en est visité lors d'une de  
ses dernières visites dans la Commune

Le Conseil à l'unanimité des voix adhère à la  
proposition de Monsieur le Maire

*Th. Jantun*  
*Maestroni* *F. Savigne* *M. A. Cassin*  
*Varin* *A. Lurain* *E. J...*  
*Maestroni* *F. Savigne* *M. A. Cassin*

(n° 26)  
Création d'une  
caisse des écoles  
Vote de la somme  
de 50<sup>fr</sup>.

Approuvé, le  
8 octobre 1906

Le Maire, appelle l'attention de l'assemblée sur l'obligation  
d'établir sous la Commune une caisse des écoles par application des  
dispositions de l'article 17 de la loi du 28 mars 1882.

Il invite le Conseil à voter dès à présent <sup>tous</sup> les ressources disponibles ~~de~~ de  
la Commune, un crédit qui formera les premiers fonds de la caisse.

Le Conseil  
ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Considérant que l'œuvre dont il s'agit a pour but de stimuler les  
familles pour l'instruction de leurs enfants, de faciliter la fréquentation  
régulière de l'école, de distribuer des récompenses aux élèves studieux, délibère  
qu'il sera créé sous la Commune une caisse des écoles et vote  
un crédit de cinquante francs, imputable sur les ressources communales.

*Th. Jantun*  
*Maestroni* *F. Savigne* *M. A. Cassin*  
*Varin* *A. Lurain* *E. J...*  
*Maestroni* *F. Savigne* *M. A. Cassin*